Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE PLURIDISCIPLINAIRE

Fréquence
TRIMESTRIELLE

Volume 1,
Numéro 3,
Novembre 2025

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

LES ÉDITIONS CROCO

Journal International des Sachants

Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Site web: https://revuejds.net/
Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access

Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :

https://sjifactor.com/passport.php?id=24370

https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009

https://ascidatabase.com/masterjournallist.php?v=3079-3009

https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526

https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/

Impact factor : SJIF 2025 : 3.767

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)
ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargéde diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheich Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

Comité de lecture

AYENON Séka Fernand, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

MAMADOU Bamba, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

SIDIBÉ Moussa, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

SILUE N'tchabétien Oumar, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;

ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

BROU N'Goran Alphonse, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;

COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;

DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;

DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;

DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

EHILE Kadja Olivier Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

GUEYE Yoro Emmanuel, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;
KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tiégbè Gaston, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;
LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;
MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
SANOGO Tiantio épouse BAMBA, Maitre-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
SYLLA Makémissa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TIE BI Galla Guy Rolland Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TRAORE Sogotiènin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

SILUE N'tchabétien Oumar
Maître de conférences CAMES,
Université Alassane Ouattara

.....

Contacts JDS

Site web: **https://revuejds.net/**
Email : **revuejds@gmail.com**
Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencements internationaux :

Sjifactor: https://sjifactor.com/passport.php?id=24370

ARI : https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009

ASCI: https://ascidatabase.com/masterjournallist.php?v=3079-3009

IPIndexing: https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526

Ent'revues: https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access"* relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («…. »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de …

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
  Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
  Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.

- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
  Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Etudes germaniques

1. **Les rapports nature et pouvoir politique dans la littérature de Bernard Dadié et Friedrich Schiller**
N'Dah Franck Ben Houassa KOUAMÉ & Léon Charles N'CHO…… **1-15**

2. **La politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne face au régime d'apartheid en Afrique du Sud de 1949 à 1990**
Jean-Yves KOUASSI & Ardjouman FOFANA…….. **16-32**

Etudes hispaniques

3. **Uso de preposiciones a/en y por/para por los estudiantes marfileños : análisis de errores**
Kouakou Béhégbin Désiré KONAN & Ousmane DIAWARA …… **33-43**

4. **Estudio comparativo entre la sociocrítica de Pierre Zima y el Pachacuti literario agruediano**
Doforo Emmanuel SORO……..... **44-57**

5. **La violencia en la novela testimonial latinoamericana: un estudio de las obras de Manlio Argueta**
Kouassi Abraham PALANGUE……..... **58-72**

Anglais

6. **Femmes, résistance et espoir dans A Lesson Before Dying de l'écrivain afro-américain Ernest J. Gaines**
Adama SORO…….. **73-85**

7. **Epistemic and dynamic markers and their discursive functions in political and legal discourses in 1984**
Kouakou Félix KOFFI…… **86-96**

Lettres Modernes

8. **Lecture transpoétique de chants de brumes de Kama Kamanda**
Carlos SÉKA……..... **97-113**

9. **Paratextualité et significativité textuelle de Le commandant Chaka de BABA Moustapha**
Kouadio Jean Parfait KAKOU……..... **114-139**

10. **De la performance à la sanction du personnage sexué chez Zola : une descente aux enfers ?**
Famahan SAMAKÉ…… **140-158**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

11. Du viol à la survivance :
étude sociolittéraire de cicatrices de Cheikh Omar Zoré
TIBIRI Dieudonné……..... **159-179**

12. Naturalisme zolien et intertextualité romantique :
exemple du roman Le Rêve d'Emile Zola
Assane Faye NDIAYE…… **180-193**

13. Discours intermédiatique comme principe narratif
dans Nouvel an chinois de Koffi Kwahulé
Nancy Mireille Kanon…… **194-207**

14. Le narrateur enfant, porte-voix du chaos socio-politique
africain dans l'écriture mabanckouenne
Angèle Nonnourou COULIBALY Épse KEI…….. **208-221**

15. Fonctionnement des phatèmes d'ouverture et de clôture dans les
échanges conversationnels entre élèves et entre enseignant-élèves
Brighella Jofrène KAYA BOUSSEMBOU, Prisca Aubain MFOUTOU &
Alain Fernand Raoul LOUSSAKOUMOUNOU…… **222-233**

16. Chanter le tabou pour théâtraliser l'indicible en Côte d'Ivoire :
dérision, subversion et engagement dans la musique ivoirienne contemporaine
YOKORE Zibé Nestor, ADJOUMANI Kouassi Martin &
GOH Tianet Yannick Emmanuel…… **234-253**

17. La pérennité des forêts verdoyantes de la région du Tonkpi
en Côte d'Ivoire : une sommation des génies bienfaiteurs
Wato Pierre LIEU……..……..... **254-265**

SECTION 2 : COMMNUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

18. L'Intelligence artificielle générative, levier de transformation de
l'enseignement-apprentissage et de la communication à l'ENSup de Bamako
Ousmane DRAMANE……..... **266-282**

19. Pour une approche culturelle de l'impact des médias sociaux
sur l'intelligence économique
GUEU Singo Provos & DJE BI Kahou Albert…… **283-299**

20. Revue de l'alphabet de l'Abbey
N'Guessan Edmond APIA…….. **300-314**

21. Information éditoriale et téléphonie mobile en Côte d'Ivoire :
modèle de diffusion avec le « SMSlivres »
Renaud-Guy Ahioua MOULARET……..... **315-337**

22. Pour une herméneutique sémiotique du rite ''kpe sɔsɔ'' du Sud du Togo
Zinsou HOUNZANGBE…… **338-355**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

23. Pratique du bilinguisme en milieu scolaire tchadien : le cas du Lycée Joseph Brahim Seid (Pala) du Mayo-Kebbi Ouest
OUSMANE HASSANE OUSMANE, MOUYEBE OUASSANG & ALI MOUSSA…….……... **356-375**

24. Les pratiques journalistiques en Afrique face à l'émergence de l'intelligence artificielle
Maimouna DIA & Abdou DIAW…… **376-387**

Patrimoine, art, culture, cinéma & tourisme

25. Augustin Kassi : odyssée d'un peintre naïf dans le monde de l'art
Krou Eugène ASSOUMOU……..... **388-401**

26. Le conte, moyen d'éducation et d'enracinement culturel de la jeunesse en Côte d'Ivoire
Ahouné Aké Marx……..... **402-416**

27. Le Tangani, identité culturelle des Baoulé Ayaou de Bouaflé à l'épreuve de la modernité
Didier Patrick ABBÉ & Kiklan Désiré TOURÉ…….. **417-430**

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

28. Les maisons coloniales commerciales de Dimbokro : un patrimoine négligé
Nagnénégué KONE..... **431-440**

Histoire

29. Les forces de sécurisation des élections présidentielles (FOSEP) au Togo : entre heurs et heurts (1993-2020)
Kouamé Jean Luc KOUASSIBLE & DIAKITE Brahima……... **441-458**

30. Savoirs et savoir-faire indigènes au Khasso : cas de la prise de culotte et de pagne
DIANKA Balla…… **459-476**

31. La vie socioculturelle des populations transfrontalières : Cas des Nafana, Mo-Degha et Koulango (XIXe-XXe siècle)
Mamadi Noumtchè OUATTARA & Adja Doubia Angèle KOUAKOU……. **477-488**

32. La Trajectoire de la filière industrielle du cycle au Burkina Faso, de 1963 à 2009
Alphonse BONI & Boubacar SAMBARE……... **489-505**

33. Une relecture de l'ambassade britannique en pays ashanti en 1817
Kouamé Kossonou Frédéric SECRE……... **506-522**

34. Intervention des grandes puissances dans les crises en Afrique centrale : entre partenariats et enjeux géopolitiques ?
METSENA NDJAVOUA & Fodé Bangaly KEITA…… **523-533**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

35. L'évolution historique des relations économiques transsahariennes avec la partie occidentale du bassin du lac Tchad
Aboukar ABBA TCHELLOU…… **534-546**

36. Rituel du couronnement du pharaon Horemheb dans l'Égypte du Nouvel
Assa Dramane TRAORE…… **547-561**

Géographie

37. Variabilité climatique et saisons pluvieuses dans les régions du Gontougo et de l'Indenié-Djuablin (Est de la Côte d'Ivoire)
Ali Kouabenan KOUAKOU, Kouakou Charles KONAN,
Kouadio Philippe Michael KONAN & Arsène DJAKO…… **562- 579**

38. Pêche et changement climatique dans le delta central du Niger : cas de la commune de Djenné au Mali
Idrissa Issa CISSE & Mahamar ATTIN …… **580- 593**

39. Cartographie de l'érosion hydrique par application du modèle RUSLE à Akouai-Santai (Bingerville)
Kobenan Etienne BINI, Kouadio Eugène KONAN,
Seydou Alassane SOW & Tiyégbo TOURE…… **594-610**

40. Les conditions de vie des personnes déplacées dans l'ouest du Niger (Gothèye)
DAOUDA BANA ASKANDARA &
ABDOULAYE BOUREIMA HASSANE…….. **611-625**

41. Perception des nuisances socio-environnementales des déchets d'emballages plastiques dans la ville de bouaké (Côte d'Ivoire)
Bakary FOFANA, Angby Koffi Sidoine YAO &
Ahou Wlibly Ferdinand-Marcelle TAÏ & Bazoumana DIARRASSOUBA……. **626-641**

42. Perception des populations sur la gestion des services sanitaires et la qualité de soins dans la commune urbaine de Koudougou (Centre-Ouest du Burkina Faso)
Sylvain Roger BONKOUNGOU & Mathieu NAMA…….. **642-657**

43. État des lieux de la gestion des ordures ménagères au port d'Abidjan
YRO Koulai Hervé, DJORO-DJAPI Élodie Ange Éléonore &
TOURE Noun Nadine Vanessa……... **658-670**

44. Rôle stratégique des radios locales dans la reconstruction sociale à Toulepleu
GAHIÉ Gnantin Mathias, KOFFI Assoumou André Luc,
Yaraba YEO KOFFI Brou Émile & LOUKOU Alain François……... **671-688**

45. Typologie résidentielle et dynamiques socio-spatiales de l'habitat dans la commune de Port-Bouët (Abidjan, Côte d'Ivoire)
Ohomon Bernard EVIAR & N'Dri Ernest KOUADIO…..... **689-706**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

46. Dynamiques d'occupation et réorganisation des activités touristiques sur le littoral de Port-Bouët à Abidjan (Sud-Côte d'Ivoire)
Kouassi Aimé YAO…… **707-721**

47. Effets environnementaux des activités économiques transfrontalières à Igolo (commune d'Ifangni)
QUENUM Comlan Irené Eustache Zokpénou, SABO Denis & DOSSOU GUEDEGBE Odile V…… **722-740**

48. Migration planifiée et stress foncier dans le département de Bouaflé, centre-ouest ivoirien
Ouattara Issa BOURAHIMA, Kouassi Combo MAFOU & Coulibaly SEIDOU…… **741-758**

49. Problèmes environnementaux à Abobo-Sagbé : former à l'écocitoyenneté, une urgence éducative et sanitaire en Côte d'Ivoire
Tintcho Assetou KONE épouse BAMBA……..…. **759-776**

50. Pratiques agricoles et dégradation des terres dans le canton Bénoye (département de Ngourkosso au sud du Tchad)
KELGUE Salomon, DJEMON Model & NODJIHOUDOU Alexis …….... **777-793**

51. Facteurs morpho-climatiques du risque d'inondation de la plaine alluviale sur l'axe Bakel-Matam (fleuve Sénégal)
Gallo NIANG, Seydou Alassane Sow, Mbagnick FAYE & Mamadou NDIAYE……..... **794-812**

52. Facteurs climato-marins et dynamique côtière de Grand-Bassam de 1980 à 2023
Abazé Henri-Joël BEDA, Yao Dieudonné KOUASSI & Kouamé Fulgence KOUAME…… **813-826**

53. Maraîchage des femmes à Karakoro : entre opportunités économiques et fragilités structurelles
Kouakou Camille GOLI, Tiécoura Hamed COULIBALY, Yao Mathias LOUKOU, Tchérégnimin Alidjata YEO & Koffi Simplice YAO…… **827-843**

Philosophie

54. Le féminisme en contexte africain : vers une égalité réelle entre l'homme et la femme ?
Christ Guy Roland GBAKRÉ …… **844-858**

55. De la culture du blâme à la culture positive de l'erreur : enjeux d'une conscience éthique d'amélioration continue en milieu médico-hospitalier
Keumian Anicet DAGUI…… **859-875**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

56. La valeur sociale du darwinisme au-delà des frontières de la lutte et de la sélection
Bourahima Ouattara N'GUETTIA…….. **876-888**

57. L'Afrique et le défi de développement social
Firmin Konan YAO……..... **889-901**

58. L'éthique à l'épreuve des stratagèmes bioéconomiques de l'industrie biotechnologique chez Céline Lafontaine
Attchoumounan Paulin OUATTARA……. **902-916**

59. Violence par les élèves dans les écoles secondaires du Sénégal : le paradoxe de l'enseignement des valeurs morales
Guène FAYE & Ousmane KANTE ……..... **917-934**

60. Probabilisme et démocratie en Afrique : Quelle contribution ?
Koffi Mathurin N'GUESSAN……. **935-945**

61. Technosolutionnisme et environnement : enquête d'éthique des technologies vertes
Sionfoungon Kassoum COULIBALY…… **946-958**

Anthropologie et sociologie

62. Foi, pratiques religieuses et performances des étudiants du département de Sociologie de l'université de Kara (Togo)
Nadiédjoh TCHELEGUE, Tamégnon YAOU & Yarou GUERA CHABI YORO……... **959-975**

63. Protection et prise en charge de l'enfant au Mali : services et établissements étatiques et conventionnés
Drahmane Fondo……..... **976-996**

64. Les élèves acteurs et victimes. Une analyse sur les expériences de consommation de drogues au Collège Catholique Monseigneur René Kouassi de Dabou
ZEZE Marie-Thérèse Dahonnon & NIAMKE Jean Louis…… **997-1018**

65. Radicalisation des groupes islamiques au nord du Mali : une analyse socio-politique du phénomène
KONE Drissa & TOUKPO Guy Oscar Sical……... **1019-1030**

66. Mutations foncières et reconfiguration des rapports à la terre à Gokra (centre-ouest ivoirien)
BRIGNON TAPE Gboua Axel-wilfried & KONE Moussa …… **1031-1049**

67. L'accompagnement numérique des enfants par les parents : fracture ou continuité éducative ?
GNAHORE Batty Gervais…….. **1050-1064**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

68. **CMU et non-recours : analyse sociologique des perceptions et pratiques des premiers étudiants bénéficiaires de Bouaké (Côte d'Ivoire)**
Amenan Ruth Marylise KOUASSI, Sandra Méledje MEL & Attia Michel AKABILE **1065-1085**

69. **Gouvernance des Dros et résilience des victimes à Bouaké**
JOSELINE SAGOUHI GNAKA, MANAN Gnamien Elie & TCHETCHE Obou Mathieu..... **1086-1102**

70. **Enjeux et défis de stabilisation des rapports sociaux dans le milieu rural ivoirien**
Roméo BIE & Ludmilla Yaa Kra Mensan Adjéi..... **1103-1118**

71. **Résilience des populations riveraines dans la gestion des ressources de l'Okpara à Tchaourou au Bénin**
Amoussoun Zacharie BADJAGOU, Abdel Aziz MOSSI & Okry Brice IDJIWA..... **1119-1137**

72. **Diversité de formes de gestion conjointe de la famille chez les couples mariés d'Air-France (Bouaké, Côte d'Ivoire)**
KONAN Yao Escar, YEBOUA Atta Kouassi Didier & KOUAKOU Konan Jérôme..... **1138-1155**

Psychologie

73. **Réseaux sociaux, organisation du travail et procrastination chez les élèves de 3e à Adjamé**
Yemou Jeanne N'TAIN..... **1156-1173**

74. **Intelligence émotionnelle, Motivation et Investissement Subjectif chez les enseignants du secondaire public de Côte d'Ivoire**
Aya Michèle Edith Koffi..... **1174-1188**

75. **Vécu psychique du trauma de la violence sexuelle chez une survivante de l'ONG Bloom**
Kouakou Alain PRAO, Ekissi Jean Armel KOFFI & Marie-Joelle Akiapo AKIAPO..... **1189-1206**

76. **Mécanismes endogènes de santé mentale en contexte de crise sécuritaire : Cas de Kaya (Burkina Faso)**
Ali TAO, Marian BELEM, Daouda KOUMA & Rasmata NABALOUM BAKYONO..... **1207-1221**

Science de l'éducation

77. **Résoudre la crise des séries scientifiques aux lycées de Toliara par le renforcement du matériel didactique**
Bastoine CHADHOULI & Marinah NANTENAIKO..... **1222-1238**

78. **Les usages de l'intelligence artificielle et leur incidence sur les performances scolaires des élèves du secondaire au Burkina Faso**
Adama TRAORE & Benjamin SIA..... **1239-1256**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

SECTION 4 : SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

79. Cadre conceptuel et théorique de la gouvernance des marchés publics : une esquisse littéraire
Soumaïla ONGOÏBA, Houdou Attikou DIALLO & Abdoulaye MAIGA…... **1257-1274**

80. Vers une meilleure accessibilité aux services de santé grâce aux énergies renouvelables au Mali : cas de la commune rurale de Kalaban Coro
Ahmadou Abdourahimi DIALLO, Bokary DIALLO,
Adama DIABATÉ & Houdou Attikou DIALLO……. **1275-1288**

81. Contribution des institutions de microfinance au bien-être des femmes en Guinée
Diarra ZOUMANIGUI & Fatoumata Kenda DIA…… **1289-1305**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Journal International des Sachants
523
ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Intervention des grandes puissances dans les crises en Afrique centrale : entre partenariats et enjeux géopolitiques ?

METSENA NDJAVOUA
Chercheur en Histoire politique et relations internationales,
Université de Maroua, Cameroun,
Email : jeanndjavoua@gmail.com
&
Fodé Bangaly KEITA
Maître-Assistant CAMES,
Enseignant-chercheur en Histoire contemporaine,
Université de Kindia,
Email : keitafodebangaly9@gmail.com

Date de soumission : 24-09-2025
Date de publication : 30-11-2025

Résumé

L'Afrique centrale est fréquemment perçue comme une région marquée par des tensions récurrentes. De nombreux experts qualifient cette zone de véritable « cœur des ténèbres ». Les États de cette région sont régulièrement confrontés à des guerres civiles ou interétatiques, engendrant un lourd tribut humain : pertes massives en vies humaines, flux importants de réfugiés, déplacements de populations et criminalité transfrontalière accrue. Cette partie du continent apparaît comme le théâtre d'une confrontation entre diverses puissances étrangères intéressées par ses ressources naturelles, lesquelles représentent des enjeux géopolitiques et stratégiques majeurs pour les grandes puissances mondiales. Par ailleurs, l'émergence de l'extrémisme violent ainsi que les mouvements populaires contestataires conduisant au renversement des régimes autoritaires occupent une place croissante dans le paysage géopolitique régional. Afin d'appréhender les enjeux liés à ces conflits et aux conséquences qui en découlent, la question de l'étiologie des crises et de l'insécurité a été abordée sans détour épistémologique. Plus précisément, cette analyse s'est focalisée sur les facteurs déterminants sous-jacents à ces phénomènes. De surcroît, la recherche documentaire a permis de mettre en évidence la contribution des partenariats internationaux dans la gestion des crises en Afrique centrale.

Mots clés : Crise, conflit, insécurité, partenariat, Afrique

Intervention of major powers in crises in Central Africa: between partnerships and geopolitical interests?

Abstract

Central Africa is often perceived as a region characterized by recurring tensions. Many experts describe this area as the true "heart of darkness." States in this region regularly face civil wars or inter-state conflicts, resulting in a heavy human toll: massive loss of life, large-scale refugee flows, population displacement, and increased transnational crime. This part of the continent appears to be a battleground for various foreign powers vying for its natural resources, which represent major geopolitical and strategic interests for the world's major powers. Furthermore, the rise of violent extremism and popular movements challenging authoritarian regimes are increasingly prominent features of the regional geopolitical landscape. To understand the issues related to these

conflicts and their consequences, we addressed the question of the root causes of crises and insecurity without any epistemological preconceptions. More specifically, our analysis focused on the underlying factors driving these phenomena. In addition, our literature review highlighted the contribution of international partnerships to crisis management in Central Africa.

Keywords: Crisis, conflict, insecurity, partnership, Africa,

Introduction

Les violences politiques s'avèrent comme une modalité de fonctionnement de la régionalisation, et une dimension de la fragilité associée à la situation géographique des pays de l'Afrique centrale. Ainsi, l'insurrection des groupes extrémistes *Boko Haram* et de la guerre civile en République Centrafricaine contribuent aux recompositions ou reconfigurations de la répartition des échanges et de la hiérarchie entre les corridors d'échanges régionaux. L'Afrique centrale semble un objet improbable pour une réflexion sur l'intégration régionale. Dans ce ventre mou de l'Afrique aux contours flous, variables suivant les nomenclatures allant du Tchad à la République Démocratique du Congo (RDC), aux faibles densités de population et à l'instabilité politique chronique, la dynamique institutionnelle, d'une vaine complexité, peine à influencer les pratiques des acteurs et les réalités économiques (E. Chauvin et G. Magrin, 2020 :162).

La sous-région d'Afrique centrale a été ces derniers temps non seulement le théâtre des conflits armés, les violences politiques, les déplacements massifs des populations, mais également le terrain des rivalités et convoitises des puissances étrangères. Aujourd'hui, la dimension géopolitique et géostratégique de l'Afrique en général et plus particulièrement de l'Afrique centrale est au centre des contraintes sécuritaires. La sous-région fait face à plusieurs menaces sur le plan sécuritaire (E. Ngodi, 2010 : 91). Cela dit, les différentes crises internes dans les États de l'Afrique centrale tendent à devenir les catalyseurs régionaux des conflits et de l'insécurité impliquant une pluralité d'acteurs étatiques et non étatiques. Cette mutation rend difficile la gestion ou la résolution de ces conflits voire de l'insécurité et exige une remise en question des modes d'intervention de la communauté internationale (Y. Bedzigui, 2008 : 10). Toutefois, le partenariat international avec l'Afrique notamment les États de l'Afrique centrale reconfigure le jeu des puissances mondiales.

De là, le défi sécuritaire nécessite une coopération indéniable entre les pays de l'Afrique centrale et les grandes puissances. Dès lors, quels sont les facteurs qui sous-tendent les crises et l'insécurité en Afrique centrales ? Autrement dit, quel est l'apport des partenariats dans la gestion des crises sécuritaires dans la sous-région dite Afrique centrale ? L'objectif de cette

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

étude est de dégager les raisons ou mobiles enchevêtrés de la persistance des crises et l'insécurité, afin de proposer les pistes de solutionnement pour que la résolution des crises sécuritaires s'extirpe des sentiers battus dans lesquels, elle s'est embourbée. En se basant sur la théorie de *peace study*, cette étude analyse sans ambages, les facteurs ou les déterminants qui sous-tendent les crises et l'insécurité, et démontre également l'apport des partenariats dans la gestion et la résolution des crises sécuritaires en Afrique centrale.

1. De l'étiologie des crises et de l'insécurité

Le continent africain de façon générale et plus particulièrement l'Afrique centrale apparait comme la « région du monde la plus affectée par les luttes armées ou les crises politiques porteuses de germes de guerres » (A. Ayissi, 1994 : 3). Ainsi, l'Afrique centrale est perçue comme l'une des sous-régions les plus vulnérables et fragiles du continent. Elle a connu de nombreux coups d'États, crises et conflits depuis les années 1990. Dans cette logique, les diagnostics établis sur les facteurs des crises, conflits et de l'insécurité dans les États de l'Afrique centrale (Cameroun, Tchad, Gabon, Guinée Équatoriale, la République Démocratique du Congo, la République Centrafricaine…) mettent en lumière les éléments tels que : la situation de crise économique chronique depuis plusieurs décennies, la longue série de turbulences politiques et militaires, les carences en matière de pratiques de gouvernance, la détérioration de la sécurité dans un contexte de conflit régional, la mobilisation des troupes des jeunes sans emploi dans diverses forces paramilitaires ou informelles (rebelles, coupeurs de routes, bandits, la centralisation du pouvoir, l'exclusion politique dans le processus de prise de décision et les dérives autoritaires sont autant des facteurs ou des mobiles des crises sécuritaires qui écument la région dite Afrique centrale (J-M., Balencie, et A. Grange, 1996 : 18).

L'histoire récente de la sous-région a, en effet, été marquée par de nombreux conflits interétatiques ou intérieurs. C'est le cas en République Démocratique du Congo et la République centrafricaine. De ce fait, il faut noter que deux zones transfrontalières en Afrique centrale présentent des facettes d'une insécurité chronique : Cameroun, Tchad et Centrafrique, qualifiée de « triangle de la mort », en opposition à l'autre « triangle de l'opulence » (Cameroun, Gabon et Guinée Équatoriale), que s'est beaucoup développée cette forme de criminalité. Ici, le triangle frontalier Cameroun-Centrafrique et Congo est devenu une zone par excellence de libre circulation des armes légères. Cette zone est entourée de foyers des tensions ou conflits de toutes natures à l'instar du Tchad et de la République Centrafricaine (C. Abe, 2003 : 52).

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Dans la même foulée, il est nécessaire de relever que les mobiles enchevêtrés qui favorisent l'émergence des crises et de l'insécurité en Afrique centrale se matérialisent par la porosité des frontières, la faiblesse de la coopération entre les forces de l'ordre. Dans ce contexte, l'insécurité transfrontalière dans la zone Afrique centrale est cratérisée par le phénomène du gangstérisme et se manifeste en embuscades et raids des campements isolés et en vol des troupeaux. De même, une autre pratique se manifeste par les prises d'otages, le kidnapping et la demande de paiements de rançon sous peine de l'assassinat des otages (S. Issa, 2006 : 5). Qui plus, on peut mentionner la quasi institutionnalisation d'une économie de l'illégalité, la faiblesse de la rotation des agents publics affectés dans les zones frontalières et la corruption, la faible présence de l'État dans les marges frontalières qui se traduit par des brigades peu étoffées, des moyens de communication plutôt ordinaires, face à des acteurs criminels dotés de moyens satellitaires et des zones entières contrôlées par des mouvements rebelles ; l'ambivalence du rôle des chefs traditionnels frontaliers, le problème de la sécurisation de la nationalité ainsi que la détention de multiples cartes d'identité; la présence d'espaces favorables aux embuscades (routes longeant la frontière, zones montagneuses favorables à la sanctuarisation, espaces boisés favorables à l'implantation de campements de criminels ou de rebelles) et aux échappées à cheval constituent les facteurs des conflits et des crises en Afrique centrale. C'est dire que tous ces facteurs inhibiteurs entravent la liberté et l'autonomie des populations dans les États de l'Afrique centrale (E. Ngodi, 2015 : 27).

En outre, la criminalité transfrontalière et le terrorisme constituent des facteurs déstabilisateurs des États de l'Afrique centrale. Cela dit, l'expansion de *Boko Haram* représente une menace sécuritaire directe pour le Tchad et le Cameroun, dont certaines zones voisines du Nigeria ont été la cible d'attaques perpétrées par le mouvement islamiste qualifié de *Boko Haram*. Pour les autres pays de la sous-région, la menace, bien qu'indirecte, est tout aussi réelle. Loin des capitales, la faiblesse du contrôle territorial et de l'autorité étatique fait des provinces proches des frontières des zones particulièrement fragiles et vulnérables. L'émergence de mouvements rebelles et de groupes armés se fait hors de la portée du contrôle de l'État, tandis que la porosité des frontières accroît le risque de débordement de la violence dans les pays d'Afrique centrale (A. Meyer, 2015 : 4).

Dans le même sillage, la crise de gouvernance économique en Afrique toute entière et notamment dans la sous-région Afrique centrale constitue un facteur indéniable des conflits ou de l'insécurité. Ainsi, le néopatrimonialisme permet de comprendre que les conflits ou les crises africaines, de façon globale, sont les produits d'une crise économique naturellement liée à une

crise politique. Cela se justifie par le fait qu'il n'y a pas de vraie séparation entre la fonction et la personne qui l'occupe (arrivée au pouvoir en général par la force), il n'y a pas non plus de mécanismes d'imputabilité. Ce déficit de mécanismes de limitation du pouvoir laisse la porte ouverte à la corruption et aux abus (T. Vircoulon, 1996 : 5). À cet égard, le mode de gestion du pouvoir d'État s'avère comme une composante centrale dans le déclenchement des conflits dans les pays de la sous-région Afrique centrale. Le Zaïre de Mobutu, l'actuelle RDC en est une illustration parfaite (J. Clark, 1997 : 113). C'est-à-dire la personnalisation du pouvoir et de la redistribution clientéliste apparaît comme une source des conflits, des contestations voire des crises sociopolitiques dans les États africains. Autrement dit, le néopatrimonialisme implique donc l'arbitre et d'âpres luttes autour du pouvoir dans les pays dits Afrique centrale. Cependant, l'intervention des grandes puissances en Afrique centrale constitue aussi des enjeux géopolitiques.

Le déclassement de l'Afrique en général et plus spécifiquement la sous-région Afrique centrale est perçu comme un enjeu politique et idéologique à la suite de la fin de la guerre froide, découpage artificiel des frontières par les colonisateurs, désagrégation des États, émergence d'un nouveau bloc offensif ou encore illustration du paradigme des dominos, exacerbée par la répartition transfrontalière (E., Ela, 2001 : 236). À cet effet, l'Afrique centrale n'a pas échappé à la bipolarisation Est-Ouest. Elle a été une région privilégiée de projection de la puissance de la part des superpuissances. La sous-région est entrée dans une nouvelle ère de turbulences politiques, marquée par de profondes mutations internationales (J-F. Thibault, 1993 : 202). Le désordre politique, économique et stratégique brouille complètement les répertoires traditionnels de régulation et de sécurisation. Le bouleversement de la distribution régionale de la puissance, à la suite du désordre géopolitique et le déplacement des axes stratégiques tracés par la bipolarité sont au cœur de la reconfiguration de l'Afrique médiane.

L'Afrique centrale apparaît de plus en plus comme un espace géopolitique et stratégique où la configuration des enjeux se complexifie selon les visées hégémoniques des acteurs. Cette situation place ainsi la sous-région au centre des convoitises et des stratégies d'influences diverses de la part des puissances aux ambitions énormes. Ainsi, la ruée et la compétition à outrance pour la sécurisation des ressources naturelles stratégiques (or, diamant, cobalt, bois, pétrole, ivoire…) placent l'Afrique centrale au centre des enjeux géopolitiques et géostratégiques des grandes puissances mondiales (E., Ngodi, 2010 : 12). Par ailleurs, il est logiquement rationnel de relever que l'Afrique centrale est une des régions du continent noir qui constitue la carte politique d'un monde global sous la menace du terrorisme international.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Même, si l'on peut soulever le problème de l'étendue ou de l'épaisseur géopolitique d'un tel engagement, il demeure que l'Afrique centrale est partie prenante. Ce sont des guerres du désordre mondial institutionnel ou du monde du chaos qui ignorent la rationalité clausewitzienne de l'ordre international, de l'équilibre des forces voire de la terreur, la supériorité des forces ou l'hégémonie. Les États de l'Afrique centrale sont convoités par les grandes puissances occidentales. C'est dire que l'Afrique centrale constitue des enjeux géostratégiques et géopolitiques.

Les ressources naturelles dans la sous-région Afrique centrale constituent des enjeux géopolitiques incontournables, le cas du pétrole est édifiant à cet égard. Considéré comme une ressource d'intérêt vital, le pétrole fait l'objet de toutes les convoitises des différents acteurs qui veulent s'approprier la rente pétrolière, accéder aux gisements pétrolifères et contrôler les réserves des pays de l'Afrique centrale. Cette volonté d'appropriation de la rente pétrolière ou le contrôle de ressources pétrolières engendre souvent des rivalités et différends, entraine des crises et de l'insécurité, provoque des disputes territoriales, crée des tensions et débouche sur des affrontements violents ou conflits armés impliquant deux ou plusieurs pays voire la communauté internationale (G. Maoundonodji, 2009 : 161). Dans ce contexte, il y a lieu d'indiquer que les ressources naturelles notamment le pétrole dans les pays de l'Afrique centrale est considéré comme un enjeu hautement géopolitique parce qu'il est au cœur de la conflictualité. L'histoire des relations internationales montre aujourd'hui que les ressources naturelles (diamant, cuivre, pétrole, or…) ont été l'un des principaux enjeux entre les puissances occidentales pour les conquêtes territoriales en Afrique.

2. Apport des partenariats dans la gestion des crises et l'insécurité

Pour un renforcement des mécanismes de prévention et de médiation des crises et de l'insécurité dans les États de l'Afrique centrale, il convient de définir d'entrée de jeu des modalités et des structures d'intervention rapide dans les conflits. Ces structures doivent même en temps de paix, étudier la situation politico-économique des pays africains de façon globalisante et déceler les mobiles potentiels de conflits ou de l'insécurité qui écument les citoyens. À ce propos, la création d'une structure continentale d'alerte rapide, basée sur la coopération et les échanges d'informations entre l'Union africaine et les organisations sous-régionales, est donc capitale. Le protocole du Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine (UA) prévoit d'ailleurs la création d'un système continental d'alerte rapide, disséminé en mécanismes régionaux[1]. Il serait

[1]Union africaine, Protocole relatif au Conseil de paix et de sécurité, art. 12, [En ligne : www.african–union.org, 2002, consulté le 05/05/2023]

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

plus sage, du fait des moyens limités tant de l'Union Africaine que des organisations sous-régionales, d'éviter de multiplier les organes ayant les mêmes fonctions. Alors que les organisations sous-régionales ont toutes reconnu l'utilité des mécanismes d'alerte rapide et s'en dotent progressivement, il serait contre-productif que l'Union Africaine installe des organes distincts dans les sous-régions notamment en Afrique centrale dans l'optique de rétablir ou restaurer la paix (Y. Bedzigui, 2008 : 162).

La coopération ou le partenariat entre les grandes puissances et l'Afrique notamment les pays de l'Afrique centrale paraît indispensables en matière de gestion ou la résolution des crises et de l'insécurité. Ainsi, en tant qu'un des échiquiers du jeu de l'influence mondiale, le partenariat s'accompagne d'une transformation considérable des relations internationales africaines entendues comme « les flux régionaux d'origines diverses, concurrentielles et complémentaires qui transcendent les frontières des États situés [dans] l'espace géopolitique institutionnalisé par (…) l'Union africaine » (L., Sindjoun, 2002 : 19). À cet effet, la mutation des relations internationales africaines par le paradigme géopolitique du partenariat touche aussi bien leurs principes d'ordonnancement que leurs dynamiques concrètes (H. Helber, 2001 : 59). Pour ce qui est des principes organisationnels de la vie internationale africaine, la dynamique de la « renaissance » et du partenariat met à l'épreuve de l'effectivité politique de la souveraineté, l'égalité et la non-ingérence qui ont servi de socle à l'ordre international africain hérité d'Addis-Abeba en 1963 (J, Stremlau, 1999 : 69). Le moment du partenariat dans les relations internationales africaines semble celui de la redéfinition de ses bases autour des impératifs de la démocratie et de la responsabilité. Le fonctionnement routinier des relations internationales africaines est quant à lui marqué par l'effectivité du jeu de l'influence et du leadership. De plus en plus, certains États, au nom de leur force économique et de leur charisme politique, « portent » la parole africaine au niveau mondial et s'octroient la compétence de la détermination unilatérale du souhaitable politique et économique pour les autres États. Au total, le partenariat replacé dans la dynamique de la puissance mondiale, s'avère comme étant à la fois un champ de repositionnement international et de recomposition interne de l'Afrique (Y-A Chouala, 2003 : 5).

La régionalisation du maintien de la paix et de la sécurité collective vise donc à confier à un pays ou à un groupe de pays particulièrement intéressés la responsabilité sur l'apport de la sécurité collective pour la résolution des crises sécuritaires dans une région[2]. C'est dans le cadre

[2]Cette régionalisation de la sécurité collective a été énoncée par N'Krumah en 1963. Lire à ce sujet Afrique : force panafricaine ou pactes régionaux ? Défense nationale, mars 1980, pp.131-132.

de cette politique active et tous azimuts que le secrétaire général des Nations Unies, sur proposition des États membres de la CEEAC, a créé le Comité consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale. Son but ultime est d'élaborer des mesures propres à renforcer la confiance et à promouvoir la limitation des armements, le désarmement, la non-prolifération et le développement de la sous-région de l'Afrique centrale. Ces mécanismes dits « mesures de confiance et de sécurité » visent à créer les conditions propices au succès d'une négociation en réduisant les foyers de tension et en faisant des gestes de bonne volonté à l'adresse de l'adversaire/partenaire. Mais, dans la mesure où leur application dépend de la bonne volonté des États ou des parties à un conflit, leur efficacité semble purement incantatoire. Elles sont ainsi dénuées de tout caractère coercitif (E., Ela Ela, 2001 : 236).

La proposition pour une « logique de gouvernance collective » apparaît davantage comme une stratégie indispensable en matière de gestion des conflits ou insécurité engendrés par les ressources naturelles en Afrique centrale. Car pour répudier l'idée d'un déterminisme de la « malédiction pétrolière », et donc d'une conflictualité sans rémission nécessite une gestion collégiale et coopérative dans la mesure où les ressources naturelles à l'instar du pétrole peuvent devenir un facteur de développement et d'intégration dans le États de l'Afrique centrale. Dans ce cas de figure, les ressources naturelles (le pétrole) sont perçues comme objet et facteur de coopération internationale. À propos de l'exploitation pétrolière et de ses revenus, l'autre question importante de savoir si le pétrole est fatalement un facteur de « désordre » ne peut-il pas être envisagée, ici comme un facteur de coopération ? C'est-à-dire la coopération entre les pays producteurs pour une exploitation commune des gisements transfrontaliers. En clair, il s'agit d'une coopération entre les puissances consommatrices, à l'exemple du « nouveau partenariat énergétique » (N., Metsena, 2021 : 101).

En outre, la géostratégie des ressources naturelles en général et du pétrole en particulier peuvent et doivent devenir un champ ouvert à la coopération, et échapper à la « fatalité » de la guerre qui gangrène la population africaine. Et dans le cas de la sous-région dite « Afrique centrale » qui nous préoccupe, pourquoi ne pas objectiver les ressources naturelles importantes comme un facteur, un outil d'une intégration politique et économique de l'Afrique centrale. À cet effet, il est notable de souligner que la prise de position des États-Unis dans les pays de l'Afrique centrale constitue « un pas supplémentaire vers l'empire ». Dans ce contexte de rivalité accrue qui signe le retour de l'Afrique globalement dans la géopolitique, et dans un périmètre aussi réduit, il convient dans ce sens de privilégier « la logique de la gouvernance collective », par rapport à celle de la domination et de la confrontation, véritable « surgénérateur » de la

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

conflictualité et d'insécurité pour que le pétrole reprenne, dans un continent qui en a le plus besoin, toute sa valeur symbolique ainsi que toutes virtualités de développement, et cesse d'être vu simplement comme une « malédiction » deviennent un facteur de coopération, de solidarité, d'intégration et d'ordre dans les relations internationales et stratégiques (E. Wullson Mvomo, 2015 : 9).

Conclusion

Au total, l'Afrique centrale constitue l'une des sous-régions d'Afrique qui subit le plus de violence, de conflits et de crises. Le phénomène de coupeurs de routes, la criminalité transfrontalière et le gangstérisme apparaît comme des facteurs ou mobiles enchevêtrés des conflits, des crises et de l'insécurité qui gangrènent la population dans cette région. La question d'insécurité dans les États de l'Afrique centrale reste et demeure un défi majeur, car elle hypothèque tous les efforts pour le développement. Le continent africain de façon globale a beaucoup souffert de l'impact des conflits et de l'insécurité. Cette situation contribue à susciter d'espoir et d'attentes de dividendes de la paix et de la démocratie précisément par la transition démocratique.

La persistance des conflits ou crises en Afrique notamment dans les pays de l'Afrique centrale tient à l'incapacité de nombre de pays à redéfinir un projet politique permettant le développement économique et la construction d'un État de droit au service des populations. En revanche, du fait de ses liens historiques entre les grandes puissances et l'Afrique qui est en proie aux multiples conflits, crises et guerres qui engendrent la paupérisation de la population, les puissances occidentales font l'effort pour sortir l'Afrique de sa situation du « continent marginalisé ». La présence des ressources naturelles en Afrique centrale constitue des enjeux géopolitiques et stratégiques pour les grandes puissances.

De là, le partenariat, en tant que nouvelle politique de coopération du monde, développé à l'égard des pays africains, est apparu non seulement comme l'une des multiples manifestations de monopolisation libérale, mais aussi et surtout comme une politique internationale de l'Afrique dans la mondialisation. Dans ce contexte, la création d'une architecture de la paix pour l'Afrique centrale à travers la CEEAC s'est fixée pour objectif ambitieux de gérer les crises sécuritaires en Afriques centrale. Il est donc indéniable que tous les acteurs consentissent les efforts en vue d'appréhender positivement les nombreux problèmes auxquels est confrontée l'Afrique centrale dans la mesure où la force de maintien de la paix doit être au service des États et non « sous la houlette d'un seul État, le plus puissant ».

Références bibliographiques

ABE Claude, 2007, « Pratiques et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zarguina », *Bulletin de l'APAD*, n° 25, p.51-55.

AYISSI Anatole, 1994, « Le défi de la sécurité régionale en Afrique après la guerre froide, vers diplomatie préventive et la sécurité collective », *Travaux de recherche de l'UNIDIR*, New York et Genève, n°27, p.1-18.

BALENCIE Jean-Marc, GRANGE, Arnaud, 1996, *Mondes rebelles. Acteurs, Conflits et violences politiques*, Paris, Michalon, 18p.

BEDZIGUI Yann, 2008, « les conflits en Afrique : une résolution improbable », [En ligne : https://fr.scribd.com, consulté le 10/05/2023]

CARL Bruch et al, 2009, « Post conflit peace Building and Natural Resources », [en ligne : www.https://scolar.google.com, consulté le 21/05/2023]

CHAUVIN Emmanuel et MAGRIN, Géraud, 2020, « Violences et régionalisation en Afrique », [en ligne : https://doi.org/10.4000/belgeo.43632, consulté le 11/05/2023]

CHOUALA Yves-Alexandre, 2003, « L'Afrique dans le nouveau partenariat international. Enjeux de civilisation et de puissance », [en ligne : https://doi.org/10.7202/006931ar, consulté le 15/05/2023].

CLARK John, 1997, « The extractive state in Zaïre », dans Leonardo Villalon (dir), Critical Juncture, *the African State Between Desintegration and Reconfigration*, Boulder, Lynne Rienner, p.112-115.

COME AWOUMOU Damien-Georges, 2005, « Le golfe de Guinée face aux convoitises », in *Enjeux*, n°22, p.15-20.

ELA ELA Emmanuel, 2001, « Les mécanismes de prévention des conflits en Afrique centrale », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°202-203, p.227-239.

Helber, H, 2001, « The New African Limitative and the African Union. A Preliminary Assessment and Documentation », *Current African Issues*, Nordiska Africainstitutet, nº 25, p.1-59.

HUGON Philippe, 2006, « Conflits armés, insécurité et trappes à pauvreté en Afrique », in *Afrique contemporaine,* 2006/2, n° 218, p.33-47.

HUGON Philippe, 2010, « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique », in *Revue internationale de développement*, p.99-118.

MAGRIN Géraud, 2015, « L'Afrique entre malédiction des ressources et émergence : une bifurcation ? » *Revue Française de Socio-Économie*, novembre, n°2, p.105-120.

MAOUNDONODJI Gilbert, 2009, *Les enjeux géopolitiques et géostratégiques de l'exploitation du pétrole au Tchad*, Thèse de doctorat en Sciences Politiques, Université catholique de Louvain, 161p.

METSENA Ndjavoua, 2021, « Les enjeux géopolitiques autour des ressources naturelles dans le bassin du lac Tchad : pauvreté ou guerre de puissances ? », in *Extrémismes, guerres, paix et développement en Afrique depuis les indépendances,* Actes du colloque tenu à Yaoundé du 28 au 30 octobre 2020, Université protestante d'Afrique centrale, p.93-105.

MEYER Angela, 2015, « Prévenir les conflits en Afrique centrale, la CEEAC : entre ambitions, défis et réalité », *Rapport de l'ISS sur l'Afrique centrale*, août, n°33, p.1-20.

NGODI Etanislas, 2010 *L'Afrique centrale face à la convoitise des puissances*, Paris, l'Harmattan, 91p.

NGODI Etanislas., 2015, « L'Afrique centrale face aux enjeux sécuritaires du XXIe siècle », [En ligne https://publication.codesria.org/index.php/pub/catalog/book/63, consulté le 27/05/2023]

SAIBOU Issa, 2006, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in *Polis/R.C.S.P.*, vol.13, n°1-2, p.119-146.

SINDJOUN Luc, 2002, *Sociologie des relations internationales africaines*, Paris, Karthala, 209.p

STREMLAU Jan Smuts, 1999, « African Renaissance and International Relations », *South African Journal of International Affairs*, novembre, nº 2, 1999, p.61-80.

THIBAULT Jean-François, 1993, « L'ordre mondial relâché. Sens et puissance après la guerre froide », *Revue québécoise de science politiques*, novembre, n°26, p.201-206.

UNION AFRICAINE, 2002, Protocole relatif au Conseil de paix et de sécurité, art. 12, [En ligne : www.african–union.org, consulté le 05/05/2023].

VIRCOULON Thierry, 1996, « Au cœur du conflit : l'État », in *l'Afrique face aux conflits, l'Afrique contemporaine*, n°180, p.199-206.

MVOMO ELA Wullson, 2015, « Pétrostratégie et appels d'empire dans le golfe de Guinée », *Enjeux*, n°22, p.7-11.